

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 496 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportuniste et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 496
Avril-Mai-Juin 2010
47^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- Karl marx: dette publique et bureaucratie
- Coopération militaire franco-israélienne
- Grèce : des larmes et du sang pour les prolétaires. Voilà la recette de toutes les bourgeoisies du monde contre la crise !
- Grèce: Le KKE contre la lutte de classe
- Pour un premier mai prolétarien et communiste!
- Courrier des lecteurs: A propos de la société communiste
- Sans-Papiers: les syndicats négociant, la police expulsee!
- La psychiatrie dans la tenaille des impératifs capitalistes
- Le collaborationnisme syndical et politique à la retraite!

A bas le terrorisme d'Etat israélien, soutenu par le capitalisme mondial!

L'attaque israélienne de la «Freedom Flo-tilla» des organisations pacifistes guidées par l'ONG turque *Insani Yardim Vakfi*, qui voulait forcer le blocus pour apporter médicaments et vivres aux populations de Gaza affamées et soumises à un terrible emprisonnement depuis le 16 juin 2007, est une nouvelle démonstration de la nature militaire et répressive du «seul pays démocratique du Moyen Orient».

La politique de la bourgeoisie israélienne est dictée par ses intérêts économiques mais aussi par ses intérêts de puissance régionale; l'Etat hébreux entretenu et protégé par les Etats-Unis comme leur avant-poste au Moyen-Orient, a depuis longtemps développé une politique internationale propre qui non seulement entre en conflit avec les autres puissances ou semi-puissances régionales (de l'Egypte à la Syrie, de l'Arabie Saoudite à l'Iran ou la Turquie suivant les cas), mais qui se heurte même parfois aux intérêts de ses parrains impérialistes américains. En plus du talon de fer sous lequel elle écrase la population palestinienne depuis un demi-siècle, Israël mène une politique d'agression potentielle constante contre tous ses voisins, seulement tempérée par les Etats-Unis et les autres pays impérialistes qui le soutiennent (1). Parmi ces soutiens, sans lesquels l'Etat israélien en pourrait commettre impunément ses forfaits et réprimer les Palestiniens, il faut compter la France, qui a mis en place une **coopération militaire** avec lui, notamment dans le domaine de la lutte anti-guérilla

Dans les eaux internationales, à 70 milles au large de la côte de Gaza, les commandos spéciaux israéliens sont intervenus pour blo-

(Suite en page 3)

Le capitalisme promet des «années de souffrance» aux prolétaires

REPRISE ÉCONOMIQUE DROGUÉE

Selon la plupart des économistes officiels (1), la crise économique s'est achevée à la fin de l'année 2009 ou au début de l'année 2010, selon le moment où les taux de croissance sont redevenus positifs dans les différents pays.

Différents indices statistiques attestent que nous sommes dans une phase de reprise économique: depuis les chiffres de croissance du PIB, de la production industrielle à ceux du commerce mondial. A elle seule l'augmentation des profits aux Etats-Unis, toujours et de loin la première économie mondiale et qui recommence à créer des emplois, démontre à l'évidence que le paroxysme de la crise connu à la fin 2008 et au début 2009, est bien passé.

Cependant les incertitudes sur cette reprise persistaient y compris chez les mêmes économistes, avant même que la «crise grecque» ravive brutalement les inquiétudes. En effet, cette «reprise» est beaucoup plus molle et incertaine que les reprises qui suivent habituellement les récessions économiques. Par exemple au mois de mai, les statistiques gouvernementales américaines annonçaient la création de 430 000 emplois le meilleur chiffre mensuel de création d'emplois depuis plus de 10 ans. Mais plus de 95% de ces emplois étaient des emplois temporaires de contractuels chargés d'ef-

fectuer le recensement national de la population (2)! De même au premier trimestre 2010, le commerce mondial a enregistré une forte hausse, en valeur, par rapport à l'année précédente: + 25 %. Mais cette hausse doit être relativisée, car la période correspondante de l'année dernière était celle de la chute historique, sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale, du commerce international. Et d'autre part, si on compare maintenant l'évolution par rapport au trimestre précédent, on constate une **baisse** de plus de 10 % de ce commerce...

La reprise économique reste en réalité jusqu'ici entièrement dépendante de l'accroissement de la dette publique, des déficits budgétaires des Etats ainsi que de la politique d'argent facile («quantitative easing») des Banques centrales: taux d'intérêt voisins de zéro qui permettent aux banques de se refinancer gratuitement: nous sommes toujours dans ce qu'un économiste appelle une «économie droguée» (3)

Aux Etats-Unis, au premier trimestre 2010, il fallait 3,6 dollars de dette financière et 2,2 dollars de dépense budgétaire pour avoir un dollar de croissance du PIB (4). Pour qu'il soit possible de parler de reprise solide, qui puisse se soutenir elle-même sans recours aux doses massives de drogue du crédit, il faudrait que ces ratios deviennent inférieurs à 1. Tôt ou tard en effet les Etats, et l'Etat américain qui jouit

pourtant du formidable avantage que le dollar est encore la monnaie de réserve internationale (et donc qui fait financer son déficit budgétaire par les autres Etats) ne fait pas exception, devront réduire leur endettement et leur déficit budgétaire qui ont atteint des niveaux qui sont à la longue insupportables. Si elle n'a pas trouvé un autre moteur, la reprise économique se transformera alors en une rechute dans la récession: c'est le scénario d'une crise «en double creux», comme celle de 1980-1982. D'ores et déjà la Banque Mondiale avertit des risques d'une rechute dans la crise économique pour certains pays européens avec des conséquences menaçantes pour les pays d'Europe de l'Est, d'Asie centrale et d'Amérique Latine (5).

Pour éviter une rechute dans la crise, le gouvernement Obama a officiellement décidé depuis des mois de trouver un tel moteur dans le développement des exportations américaines, en s'appuyant en particulier sur la baisse du dollar par rapport aux autres monnaies (y compris en faisant pression sur les Chinois pour qu'ils réévaluent leur monnaie).

Malheureusement pour les Etats-Unis, la dite «crise grecque» et la baisse de l'euro qu'elle a provoquée, est venue contrecarrer cette perspective...

(Suite en page 2)

Les difficultés de la démocratie au miroir des élections régionales

Les élections sont un moment-clé de la vie politique bourgeoise. D'abord c'est principalement par les élections que les différentes formations politiques mesurent leurs poids respectifs et obtiennent postes et responsabilités correspondantes dans les structures politiques de l'appareil d'Etat bourgeois, ce qui leur permet ensuite de favoriser tel ou tel groupe d'intérêts particuliers et d'en retirer des bénéfices en termes d'influence politique au sens large (quand ce n'est pas en monnaie sonnante et trébuchante!). Pour les partis bourgeois, de gauche ou de droite, les élections sont une affaire sérieuse!

Mais surtout, et c'est ce qu'il faut rappeler sans cesse, le mécanisme électoral, fondement du système démocratique bourgeois, a pour but la **préservation de l'ordre établi**. Sa fonction est de dévier les antagonismes entre les classes inévitablement suscités par le capitalisme, sur le terrain, inoffensif pour lui, de la compétition électorale entre partis censés représenter des alternatives différentes, censés défendre ou non les travailleurs. La domination de classe de la bourgeoisie semble avoir disparu dans un régime démocratique; les exploités y sont libres de voter pour des partis qui les représentent de façon que, une fois arrivés pacifiquement «au pouvoir», sans peut-être la supprimer complètement, ils agissent au moins pour freiner et atténuer l'exploitation.

Mais à chaque fois qu'une telle victoire électorale est remportée, il se passe la chose curieuse que les partis victorieux se mettent à trahir allégrement leurs promesses, soutiennent les exploités et l'exploitation ou, au mieux, en ne se décident pas à les attaquer. C'est là la démonstration pratique que la domination bourgeoise, la **dictature de la classe des capitalistes**, s'exerce toujours, y compris quand quelques politiciens de gauche, «socialistes» ou «communistes» arrivent au sommet de l'appareil d'Etat. Le problème n'est pas en effet que ces partis ou ces politiciens soient des «vendus» aux capitalistes (ce qui est déjà l'expression de la puissance de ces derniers): il suffirait alors d'en choisir d'autres, «honnêtes» et «sincères». Le problème est qu'il est impossible de mettre fin à la domination bourgeoise sans briser l'Etat qui en est le pilier fondamental. L'Etat n'est pas un instrument neutre et au dessus des classes; c'est un appareil historiquement édifié, renforcé et perfectionné par la bourgeoisie pour la servir; il ne veut ni ne peut rien faire d'autre que d'assurer la défense des *rapports de production* capitalistes contre toutes les tentatives de les remettre en cause. Il est impossible de supprimer ces rapports de production sans remplacer la **dictature** (camouflée ou non) **des exploités** par la **dictature des exploités** (qui, elle ne se camouflera pas); autrement dit, sans détruire l'Etat bour-

geois et le remplacer par l'Etat (ou *semi-Etat*, selon Engels) prolétarien. Cet Etat lui-même sera voué à disparaître au fur et à mesure que disparaîtront le capitalisme et les antagonismes de classe.

La lutte prolétarienne ne peut donc se dérouler au sein des institutions étatiques, c'est-à-dire prendre la forme de la lutte électorale. S'il s'agit d'une lutte réelle et non un simulacre, elle se mène en dehors et contre les institutions politiques de l'Etat bourgeois, sur le terrain de l'affrontement direct entre les classes, à commencer par la lutte de résistance gréviste pour finir par l'insurrection, lorsque la période est objectivement révolutionnaire.

Bien évidemment, tant que règne parmi les travailleurs la croyance en l'impartialité de l'Etat, la bonté de la démocratie bourgeoise et l'efficacité de la lutte électorale, il est très difficile qu'ils s'engagent dans la lutte réelle, la lutte de classe, qui est bien plus coûteuse en énergie et efforts de tout type. Cette croyance, qui est en définitive la croyance en la **collaboration des classes**, n'est pas alimentée uniquement par la redoutable efficacité du gigantesque et multiforme appareil de propagande bourgeois qui dès le plus jeune inculque aux prolétaires les bienfaits de la démocratie et de la civilisation bourgeoises;

(Suite en page 4)

Le capitalisme promet des «années de souffrance» aux prolétaires

(Suite de la page 1)

LA «CRISE GRECQUE», NOUVEAU DÉVELOPPEMENT DE LA CRISE CAPITALISTE MONDIALE

Cette «crise grecque» n'est en réalité qu'une manifestation de la crise économique capitaliste, qui est tout sauf terminée; nous nous trouvons face à une crise de l'endettement de l'Etat qui doit emprunter continuellement sur le marché financier international pour régler sa dette et financer son déficit. Si nous étions dans une période de forte croissance économique, cela ne présenterait pas un problème insurmontable. Mais dans la période actuelle, les différentes organisations financières, banques et autres, ont commencé à trouver l'achat d'emprunts grecs risqué, leur remboursement paraissant de plus en plus aléatoire étant donné les perspectives économiques particulièrement délicates de ce pays. Pendant plusieurs mois les grands pays européens ont rechigné à se porter au secours de l'Etat Grec; selon de nombreux analystes, une des raisons du retard à intervenir est que les Etats européens ont d'abord vu dans cette crise un moyen facile de faire baisser la valeur de l'euro, c'est-à-dire d'aider l'exportation de leurs marchandises, qui devenaient ainsi plus compétitives par rapport aux marchandises américaines, japonaises ou chinoises.

Il a fallu que la crise grecque devienne aiguë, risquant de s'étendre à d'autres pays et de mettre en danger la survie de la zone euro elle-même, il a fallu que les Etats-Unis inquiets pour leurs exportations par la baisse rapide de la monnaie commune, fasse pression, pour que les grands Etats européens se décident enfin à mettre sur pied un «plan de sauvetage» de la Grèce et de soutien de l'euro: pendant deux ans l'Etat grec pourra emprunter auprès d'un fonds auquel tous les Etats européens contribueront (6), sans passer par le marché financier international et ses taux quasiment usuraires.

Le taux des prêts à la Grèce a été fixé suffisamment haut (3%) pour que cela soit rentable pour les prêteurs, ce qui a suscité les critiques du FMI: les Etats européens veulent bien être solidaires, mais seulement s'ils y gagnent! Les investisseurs étaient aussitôt «rassurés» par ce plan de 750 milliards d'euros, les bourses devenaient euphoriques, l'euro remontait, la pression «spéculative» sur le Portugal ou l'Espagne s'allégeait. Mais qui a été «sauvé» en réalité?

La réponse ne fait pas de doute: ce sont les banques européennes, principalement françaises et allemandes, qui sont les premières bénéficiaires de ce sauvetage. Selon des statistiques de la Banque des Règlements Internationaux, au premier trimestre de cette année, les banques françaises étaient les plus exposées à la dette grecque (79 milliards de dollars), suivies des allemandes (45 milliards de dollars), ce qui représentait plus de 64 % du total de l'exposition des banques européennes. «Le Monde» écrivait le 18 mai: «ce sont les banques que l'on a sauvées pas la Grèce»; furieux, le grand quotidien allemand «Der Spiegel» n'hésitait pas à parler le 29 mai d'un «complot français» parce que, dans le cadre du plan d'aide à la Grèce, la Banque Centrale Européenne venait d'acheter 25 milliards d'euros d'obligations grecques (invendables autrement) auprès de banques françaises...

Pour mettre du baume au cœur du Spiegel, nous rappellerons qu'il s'agissait aussi de sauver un bon client de l'Allemagne: la Grèce est le deuxième client de l'industrie de l'armement allemand, l'Allemagne étant devenue le troisième exportateur mondial d'armes, dépassant la France.

Quant à cette dernière, elle a paraît-il exigé pour donner son feu vert au plan de sauvetage, que la Grèce honore les contrats d'armes passés avec elle par le gouverne-

ment précédent: l'austérité ne s'applique pas aux marchands de canons!

En «contrepartie» de ce plan comme on l'a vu très «généreux», l'Etat grec devra imposer une austérité sans précédent: évidemment cela retombera en définitive sur les prolétaires de ce pays en termes de baisse des salaires, de diminution des retraites, de hausse du chômage - en un mot: d'augmentation de l'exploitation pour améliorer le taux de profit moyen de l'économie grecque, de façon à ce qu'elle puisse dégager des ressources suffisantes pour rembourser les prêteurs.

LE PLUS DUR DE LA CRISE EST À VENIR

Comme nous l'avions écrit, ce qui se passait en Grèce n'était que la préfiguration de ce qui attendait les prolétaires des autres pays européens. A peine le cas grec «résolu», on s'est aperçu d'une part que cette solution n'était que temporaire (peu d'économistes pensent que dans 2 ans ce pays sera dans une forme économique suffisante pour éviter le défaut de paiement), et d'autre part que les mêmes problèmes se posaient, de façon plus ou moins prononcée, dans tous les autres pays européens: endettement pharamineux, déficits budgétaires et perspectives de croissance économique très faibles font des cocktails explosifs jusque dans les pays les plus puissants. L'agence économique Reuters écrivait le 24 mai: «le plus dur de la crise est peut-être à venir».

Et en quelques semaines les divers pays européens, effrayés par les sombres perspectives économiques qui alimentaient la déprime des bourses, ont annoncé, les uns après les autres, des mesures d'austérité parfois draconiennes: recul de l'âge de la retraite, diminution des pensions, baisse des salaires des fonctionnaires, baisse des prestations sociales, etc. Même la riche Allemagne a annoncé son plan d'austérité, le plus important depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, qui devrait frapper essentiellement les budgets sociaux.

D'ores et déjà les travailleurs des pays européens périphériques sont confrontés à des conditions et des mesures qui ne font encore que se profiler pour leurs camarades des pays de la zone euro, à l'exception de la Grèce ou de l'Irlande. Prenons comme exemple les Pays Baltes et la Roumanie.

En Estonie le chômage a plus que triplé en un an pour dépasser officiellement les 15 % à la fin de l'année dernière, et la pauvreté fait des ravages chez les chômeurs et les retraités.

En Lettonie la crise économique est comparable à celle des années trente aux USA; le PIB a baissé de plus de 18 % en 2009, le chômage a triplé là aussi, le chiffre officiel indiquant 19 %. Pour obtenir des prêts du FMI, de l'Union Européenne et des banques nordiques, elle a instauré un plan d'austérité drastique; le salaire minimum a été diminué de 20 % (à 140 euros par mois), les pensions de retraite de 10 %, etc. Les salaires dans le privé ont baissé de 30 %. Malgré cela la dette et les déficits devaient augmenter, appelant de nouveaux plans d'austérité anti-ouvriers.

En Lituanie, le PIB a reculé de 15% en 2009: devant le risque d'une faillite du pays, le gouvernement s'est lui aussi lancé dans un plan d'austérité draconien: baisse des dépenses publiques de 30%, diminution des salaires des fonctionnaires de 15 à 20%, de 11% de pensions, augmentation de la TVA à 21%. «Il ne fait pas bon être vieux en Lituanie», écrivait le New York Times le 22/4/2010...

En Roumanie le gouvernement a décidé d'une véritable «thérapie de choc» (que le FMI s'est donné le luxe de juger excessive!) avec augmentation de la TVA à 25%, suppression de 145 000 emplois dans la Fonction Publique, baisse des salaires des fonction-

naires de 25%, baisse des allocations chômage et des pensions de 15%, réduction de nombreuses aides sociales...

Les dirigeants du monde entier ont cru pouvoir résoudre la grave crise économique du capitalisme par un recours massif à l'endettement, cette fois-ci des Etats. Si ce ballon d'oxygène a indéniablement évité le pire et sauvé le système financier international, il ne pouvait qu'amortir la crise mais en la prolongeant. Pour redémarrer un nouveau cycle économique de croissance vigoureuse, le capitalisme doit supprimer la surproduction qui l'étouffe; il lui faut dévaloriser des capitaux pléthoriques, supprimer des forces productives en surnombre à commencer par la plus importante de celles-ci: la force-travail, les prolétaires; il ne peut sortir de sa crise qu'en attaquant les prolétaires, en leur extorquant une part supplémentaire de surtravail.

C'est un processus qui peut être accompli par une crise brutale, catastrophique, une nouvelle guerre mondiale dont les ravages immenses seraient comme un bain de jouvence pour le capitalisme, comme lors de la deuxième guerre mondiale. Mais le capitalisme mondial n'est pas encore poussé à cet extrême. Sa perspective actuelle est celle décrite par le Premier Ministre britannique; parlant de la Grande Bretagne, il a en fait énoncé ce que réserve aux travailleurs la bourgeoisie des pays européens lorsqu'il a annoncé «des années de souffrance» (7).

VERS LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE

Les bourgeois ont pour eux un atout formidable: partout la classe ouvrière est encore paralysée, prisonnière des organisations syndicales et politiques collaborationnistes qui sacrifieront toujours les intérêts prolétariens aux intérêts du capitalisme. Le 14 mai, le responsable des Commissions Ouvrières, le principal syndicat espagnol déclarait qu'il rejetait totalement le plan d'austérité du gouvernement; mais c'était pour ajouter qu'il rejetait une vraie grève générale, impliquant les travailleurs du privé (au lieu d'une grève symbolique des fonctionnaires) parce que c'est «la dernière chose dont a besoin le pays dans une période comme celle-ci» (8). De l'Espagne à la Grèce, de la Roumanie à la France, de l'Allemagne à l'Italie et aux Pays Baltes, les appareils syndicaux, totalement intégrés dans les réseaux bourgeois de la collaboration des classes, n'envisagent les manifestations et les protestations que comme des exutoires pour dissiper la colère des travailleurs et les empêcher d'entrer véritablement en lutte.

Mais ces pompiers sociaux ne pourront éternellement contenir les poussées de lutte qui naîtront inévitablement en réaction aux attaques capitalistes. Sous les coups de la crise, le filet qui enserrait le prolétariat et qui est de plus en plus usé, finira par se rompre. Le retour de la lutte de classe n'aura pas lieu d'un coup et de manière définitive; il y aura inévitablement des explosions de luttes qui seront détournées et stérilisées jusqu'à ce que les prolétaires retrouvent la force de se doter d'une organisation de classe, ce qui ne pourra se faire en un jour. Mais la reprise de la lutte de classe est inévitablement à l'ordre du jour des crises du capitalisme.

Voilà ce dont les prolétaires conscients doivent avoir conscience et qu'ils doivent préparer, en dépit des limites encore énormes imposées par la situation objective: en silence la vieille taupe de Marx travaille!

(1) Mais le NBER, organisme américain chargé d'annoncer le début et la fin des crises, a estimé à la mi-avril qu'il n'avait pas encore suffisamment d'éléments pour annoncer la fin de la crise aux Etats-Unis: «Beau-coup d'indicateurs sont tout à fait prélimi-

naires et seront révisés dans les prochains mois. Le comité agit uniquement sur la base d'indicateurs réels et ne s'appuie pas sur des prévisions pour déterminer les hauts et les bas de l'activité économique». cf www.nber.org/cycles/april2010.html

(2) cf «Le Monde», 5/6/2010

(3) cf «Les Echos», 4-5/6/2010

(4) cf <http://criseusa.blog.lemonde.fr/2010/05/01/le-pib-us-au-t-1-2010-la-reprise-nest-pas-la/>

(5) cf <http://go.worldbank.org/LVQ96TT0R0>

(6) Exception: la Grande-Bretagne a refusé d'y participer, alors que la Suède, elle aussi non membre de la zone euro, y participera.

(7) cf «The Sunday Times», 6/6/2010.

(8) cf «The Financial Times», 14/5/2010

KARL MARX Dette publique et bancocratie

La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'Etat, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit public voilà le *credo* du capital. Aussi le manque de foi en la dette publique vient-il, dès l'incubation de celle-ci, prendre la place du péché contre le Saint-Esprit, jadis le seul impar-donnable.

La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette elle doue l'argent improductif de la vertu reproductive et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée. Les créanciers publics à vrai dire ne donnent rien; car leur principal, métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire.

Mais à part la classe de rentiers oisifs ainsi créée, à part la fortune improvisée des financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation - de même que celle des traitants, marchands, manufacturiers particuliers, auxquels une bonne partie de tout emprunt rend le service d'un capital tombé du ciel - la dette publique a donné le branle aux sociétés par action, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, à l'agiotage, en somme, aux jeux de bourse et à la bancocratie moderne.

(Le Capital, Livre Premier, ch. XXXI, Ed. Sociales 1976, p. 551)

Nouvelle brochure
Série «Les textes du parti
communiste international»:

INVARIANCE DU MARXISME

- Théorie et action dans la doctrine marxiste
- Pour mettre les points sur les i !
- L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme
- Le programme révolutionnaire immédiat

(Brochure A5, 56 pages,
Novembre 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

A bas le terrorisme d'Etat israélien, soutenu par le capitalisme mondial!

(Suite de la page 1)

quer la flottille pacifiste, mais aussi et surtout pour donner une leçon brûlante à tous ceux qui voudraient venir en aide aux Palestiniens; c'est un avertissement en particulier à la Turquie qui, traditionnellement alliée d'Israël, est en train de devenir un de ses rivaux. Les médias annoncent 9 morts et quelques dizaines de blessés sur le «Mavi Marmara», le navire amiral turc de l'expédition, tandis que tous les participants ont été arrêtés; la présence parmi ces derniers de personnalités plus ou moins connues (Prix Nobel, écrivains, journalistes, rescapés de l'Holocauste, etc.) a contribué à donner une résonance supplémentaire à ces événements.

La crise diplomatique internationale ne s'est pas faite attendre; le premier ministre israélien a renoncé à son entrevue avec le président américain Obama pour rentrer en Israël, le gouvernement Turc a rappelé son ambassadeur, l'Union Européenne a demandé une enquête, le Conseil de Sécurité de l'ONU s'est réuni, l'Iran a tonné pour la énième fois contre l'Etat Hébreu; mais une fois de plus le sort des palestiniens n'est qu'un prétexte pour ce jeu diplomatique à travers lequel s'affirment les contrastes entre les différentes bourgeoisies, leurs Etats et leurs réseaux d'influences dans la région. Dans l'immédiat, le mouvement réactionnaire islamique Hamas qui gouverne la bande de Gaza va essayer d'utiliser à son profit ces événements qui embarrassent la diplomatie israélienne pour renforcer son contrôle sur la population y compris à travers le blocus; ce qui ne l'empêchera pas de laisser ouverte la possibilité de négociations avec Israël dans le but de se répartir les tâches de maintenir la soumission des masses palestiniennes dans la répression nationale, salariale et religieuse. Cela n'est pas une bonne nouvelle pour

les prolétaires palestiniens. En dépit de leur rivalité économique et politique, les bourgeoisies palestinienne et israélienne sont unies pour exploiter et opprimer toujours davantage les masses de sans-réserve et sans-perspective de Palestine.

La démocratie israélienne n'a rien à apprendre des autres gouvernements bourgeois. Les opérations anti-palestiniennes systématiques et les interventions militaires perpétuelles, dont la dernière dite «plomb fondu» a vu l'usage des bombes au phosphore blanc déjà employées par les Américains à Fallujah en Irak, sont l'expression d'une tendance générale des *démocraties post-fascistes*: la tendance à la militarisation de la société, au contrôle social par la répression, à une politique gouvernementale toujours plus autoritaire et totalitaire. Cette tendance est beaucoup plus manifeste en Israël pour des raisons historiques liées à la constitution coloniale de son Etat, alors que dans les autres pays démocratiques elle n'est apparente que de manière plus occasionnelle, lors de la répression de manifestations, d'attaques contre des réfugiés (comme dans le cas d'un bateau de réfugiés albanais coulé corps et biens dans les eaux internationales par un navire de guerre italien en 1997) ou de chasses aux sans-papiers.

Les méthodes pacifistes et légales d'opposition à l'autoritarisme, à la militarisation de la société, à la répression des tentatives de solidarité les plus pacifiques et les plus respectueuses des lois, démontrent régulièrement leur impuissance. Dans une société où la domination de la classe bourgeoise implique inévitablement l'utilisation de tous les moyens, légaux, illégaux, démocratiques, violents et meurtriers pour maintenir l'ordre capitaliste, les actions réformistes, pacifiques et respectueuses des lois bourgeoises ne pourront jamais réussir à alléger et encore moins à faire disparaître la misère, le chôma-

ge, le véritable esclavage auxquels le profit capitaliste condamne des populations entières.

C'est ce que démontre la situation des masses palestiniennes de Gaza et des territoires occupés par l'armée et les colons israéliens; c'est ce que démontre la situation que connaissent les masses de beaucoup de pays de la périphérie capitaliste, c'est ce que démontrent les crises capitalistes qui s'abatent sur des masses prolétariennes toujours plus nombreuses dans les pays capitalistes les plus développés!

La réponse à la domination de la bourgeoisie et à ses méthodes de gouvernement ne peut être trouvée que dans la reconstitution de la force sociale de classe du prolétariat: **les prolétaires ont la possibilité de constituer une force positive historiquement dirigée vers l'émancipation du système économique capitaliste et de la société bourgeoise; la condition en est la reprise de la lutte sur le terrain de l'affrontement ouvert entre les classes, de la lutte pour des intérêts exclusifs de classe, complètement opposés aux intérêts nationaux et autres prétendument communs à toutes les classes: ce ne sont en réalité que des intérêts bourgeois camouflés derrière les mythes nationaux, raciaux, religieux ou démocratiques.**

La réponse à la domination de la bourgeoisie et à ses méthodes de gouvernement ne peut être trouvée que dans la **reprise de la lutte de classe, en dehors de toutes les illusions démocratiques et pacifistes**: on ne peut répondre au fer et au feu que par les **mêmes armes**, utilisées cette fois pour des objectifs de classe. Si la situation actuelle ne permet pas encore la réalisation pratique de cette perspective, c'est pourtant celle que devront suivre demain les groupes de prolétaires d'avant-garde partout dans le monde. Le système capitaliste est fondé sur l'appropriation privée par la classe dominante de toute la richesse sociale; tant que ce système, défendu par tous les Etats bourgeois, qu'ils soient les plus libéraux ou les plus dictatoriaux, restera en place, l'oppression, l'exploitation, la misère et la guerre ne pourront disparaître!

Pour qu'elle ait une possibilité de vaincre la classe dominante, la lutte prolétarienne de

classe, en Israël comme dans tous les pays du Moyen-Orient, en Afrique comme en Europe, en Amérique comme en Asie, aura besoin de l'action et de la direction du parti communiste révolutionnaire, représentant l'avenir de l'émancipation du prolétariat et de toute l'humanité.

Travailler pour la reprise de la lutte de classe prolétarienne et pour la constitution du parti de classe fait partie d'une même lutte historique pour le renversement de la domination capitaliste, lutte en dehors de laquelle il n'y a qu'illusion, impuissance, démoralisation, gâchis continuel d'énergies comme le démontrent en permanence les pacifistes.

Tant que cette lutte n'aboutira pas, les impérialismes les plus puissants continueront à mener des guerres contre les pays plus faibles; ils continueront à se livrer à une concurrence de plus en plus acharnée dans tous les domaines pour, jusqu'à ce que leurs difficultés économiques insolubles les poussent à une nouvelle guerre mondiale pour se repartager la planète.

Tant que cette lutte ne sera pas victorieuse, l'humanité sera menacée par la répétition de crises catastrophiques répétées et des colossales destructions des guerres dans une spirale infernale où les prolétaires et la majorité de la population mondiale continueront à être exploités, martyrisés, affamés et assassinés dans le seul but de grossir les parts de profit encaissées par l'infime minorité des capitalistes de la planète!

Solidarité de classe avec les prolétaires et les masses palestiniennes!

Non au soutien économique et à la coopération militaire avec Israël!

Pour la lutte prolétarienne internationale contre le capitalisme mondial!

04/06/2010

(1) La première réaction des gouvernements italien et français a été de condamner... la «provocation» des pacifistes! Il leur a fallu quelques heures pour rectifier cette position à la suite de la réprobation de la plupart des pays, et se mettre eux aussi à condamner le crime israélien...

Coopération militaire franco-israélienne

La coopération militaire franco-israélienne a une vieille et triste histoire: il suffit de rappeler l'attaque commune des armées britannique, française et israélienne contre l'Egypte de Nasser en 1956. Dans les années 50 et 60 la France vendit quantité de matériel militaire à Israël (en particulier les avions Mirage de Dassault) et aida même ce pays à mettre sur pied son programme de construction de l'arme nucléaire. Mais après un raid des Mirages israéliens contre le Liban en 1969, de Gaulle mit fin à la coopération militaire avec Israël; l'impérialisme français inaugura sa «politique arabe» qui lui permit de prendre pied dans des régions riches en pétrole qui étaient autrefois la chasse gardée des impérialistes anglo-saxons: Irak, Lybie, etc.

La coopération militaire est par définition une activité opaque, surtout quand elle s'exerce vis-à-vis d'un pays aussi peu recommandable qu'Israël; les liens militaires avec celui-ci n'ont probablement jamais été complètement coupés, mais quand la France s'efforçait de développer ses affaires et son implantation dans les pays arabes, ils ne pouvaient rester que discrets et limités.

Au cours des années la situation a bien changé et les échanges économiques comme la coopération militaire avec Israël ont pris une nouvelle importance; en 1994, sous la présidence de Mitterrand, un accord de recherche de défense était signé entre les 2 pays et en avril 2000 le gouvernement de «gauche plurielle» de Jospin signait avec le gouvernement israélien un nouvel accord de coopération technologique et industrielle en matière de défense. Cette coopération, déjà active sous un gouvernement de gauche est maintenant amplifiée

sous le gouvernement de Sarkozy.

Selon un quotidien israélien (1) «*de hauts responsables diplomatiques [israéliens] affirment que ce rehaussement de la coopération militaire est le résultat de l'amélioration des relations entre les deux pays et des relations étroites qu'entretiennent MM. Sarkozy et Netanyahu*». Un exemple de ce «rehaussement» avait été sans doute l'implication d'un navire militaire français dans le blocus de Gaza en janvier 2009 (2).

Dans la foulée d'accords passés en 2009, les armées française et israélienne ont «*décidé d'effectuer des exercices conjoints en Israël et en France*». Pour éviter tout incident fâcheux, les accords conclus prévoient une totale immunité aux militaires israéliens qui viendront s'entraîner en France: il ne manquerait plus qu'il soient entraînés en justice pour crime de guerre! Un programme conjoint a été mis sur pied après d'une réunion de l'OTAN début 2010 sur la «*lutte contre le terrorisme*» en Méditerranée. Les militaires français étant paraît-il très intéressés par l'expérience israélienne en matière de «*combat en zone urbaine*» et des attentats à l'explosif, des soldats français participeront à des formations à ce sujet.

Selon le «*Canard Enchaîné*» du 2 juin «*des officiers de l'armée de l'air israélienne ont récemment participé, en France, à des simulations de guerre électronique, d'attaques de sites-radar sur les bases de Biscarosse (Landes) et de Cazaux (Gironde)*»: tout ceci leur serait bien utile en cas d'attaque contre l'Iran...

* * *

La France n'est pas le seul pays européen à entretenir une coopération militaire

avec Israël. L'Italie a signé un accord quinquennal de coopération militaire avec Israël en 2005, que le gouvernement de centre-gauche de Prodi s'est bien gardé de remettre en cause; il semble que ce soit le domaine de la guerre électronique qui intéresse le plus les militaires israéliens.

L'Allemagne est le deuxième partenaire «*scientifique*» d'Israël (les Etats-Unis étant le premier, l'Italie étant le troisième), ce partenariat scientifique étant bien sûr très orienté vers l'armement. Si l'Allemagne ne lui vend plus autant d'armement lourd que dans les années 50 et 60 (tanks, etc.) (3), les Etats-Unis étant devenus hégémoniques dans la vente d'armes, elle lui a cependant fourni 3 sous-marins à la fin des années 90 et en 2000, dont l'un d'entre eux aurait discrètement suivi la flottille pacifiste. La coopération scientifico-militaire d'Israël avec son second partenaire économique après les USA est donc bien vivante. Début 2009 un quotidien israélien a révélé que l'Allemagne et Israël travaillaient en secret à la mise au point d'un système d'alerte nucléaire (4).

Enfin l'OTAN a mis sur pied depuis des années une opération dite «*active endeavor*» pour «*protéger la Méditerranée contre les activités terroristes*» au cours de laquelle plus de 150 bateaux «*suspects*» ont été contrôlés. Fin 2009 on apprenait que dans le cadre du renforcement de ses liens avec l'OTAN, la marine israélienne allait participer à cette opération avec un navire anti-missiles.

Comme le disait en 2007, la ministre israélienne des Affaires Etrangères (une ancienne des Services Secrets): «*Partageant les mêmes valeurs de démocratie et de liberté,*

face aux mêmes dangers et unis par la même volonté de défendre notre façon de vivre, l'OTAN et Israël sont des partenaires naturels et des alliés stratégiques (...). De même que l'OTAN et Israël sont des partenaires pour défendre les valeurs de la démocratie, nous sommes aussi des partenaires pour répondre aux dangers de l'extrémisme» (5). Sans commentaires...

(1) cf «*Yediot Aharanot*», cité dans la revue de presse du 18/2/10 de l'Ambassade de France en Israël. cf www.ambafrance-il.org/Jeudi-18-fevrier-2010.html

(2) Episode dont nous avons déjà parlé et qui est rappelé par «*Le Monde*» du 3/6/10

(3) Mais les moteurs des tanks israéliens «*Mervaka*» sont fabriqués sous licence allemande

(4) cf «*The Jerusalem Post*», 17/11/2008

(5) cf www.nato.int/cps/en/SID-21CEEECC-889F0B23/natolive/opinions_60087.htm

«Le marxisme et la question palestinienne»

(Brochure «le prolétaire»; n° 30; format A4; 68 pages; 4 €; parue en août 2004)

Notre site Internet : www.pcint.org

Adresse e-mail : leproletaire@pcint.org

Les difficultés de la démocratie au miroir des élections régionales

(Suite de la page 1)

elle repose surtout sur la base matérielle des avantages, maigres mais bien réels, concédés aux prolétaires, sur la base des améliorations, limitées mais régulières, de leur condition, au moins dans les pays capitalistes les plus riches.

Tant que le capitalisme est en pleine croissance et que ses profits ne cessent d'augmenter, il préférera toujours lâcher ce qui n'est pour lui que des miettes pour maintenir la paix sociale et enchaîner le prolétariat à la collaboration de classe en **entretenant** tout un réseau d'organisations réformistes et d'amortisseurs sociaux.

Mais que reviennent les jours difficiles, que la croissance laisse la place à la récession, que les profits deviennent moins assurés, et le capitalisme arrête ses concessions, reprend ce qu'il avait autrefois concédé et dégrade les conditions de vie et de travail des prolétaires. C'est précisément ce qui se passe depuis des années et qui ne manque pas de s'accroître avec la crise actuelle: il suffit de voir ce qui se passe en Grèce, en Roumanie ou en Espagne, ce qui est annoncé en France, en Italie ou en Allemagne.

Mais du coup, en sapant ces bases matérielles, le capitalisme affaiblit l'influence sur le prolétariat de l'idéologie et de la pratique démocratiques ce qui, à terme, ne peut qu'avoir des effets positifs sur les possibilités de reprise de la lutte de classe. Nous avons déjà souligné ce phénomène, les dernières élections nous en fournissent une nouvelle démonstration.

«LA DÉMOCRATIE NE FAIT PLUS RECETTE»

Les commentateurs ont souligné la victoire du PS et la défaite du parti gouvernemental, mais ils n'ont pu manquer de relever que le véritable vainqueur a été l'abstention, celle-ci ayant atteint un record pour des élections régionales: 53,7% au premier tour (48,9% au second tour) contre 39,16% au premier tour de 2004 (34,3 au second). Sans doute une partie des abstentionnistes étaient des électeurs de droite, les «déçus du sarkozysme».

Mais l'essentiel de l'abstention a été le fait d'électeurs prolétaires comme le démontre son niveau dans les quartiers ouvriers et populaires (les quartiers dits «difficiles» ou «défavorisés» dans le jargon de la sociologie bourgeoise), parfois égal ou supérieur à 70%: 31% de votants à Clichy-sous-Bois, 18% dans un quartier populaire de Roubaix (1), 16 à 18% dans des quartiers équivalents de Toulouse, de la banlieue lyonnaise, etc. Dans ces quartiers, «on serait tenté de croire que la démocratie ne fait plus recette» conclut un quotidien toulousain (2).

L'extrême gauche «trotskyste» ou supposée telle (le NPA se garde bien de reprendre cette appellation), n'a pas bénéficié d'un vote «protestataire» comme elle a pu le faire dans d'autres circonstances; les amis de Besancenot ont enregistré un score de 2,85% quand LO n'a atteint que 1,09%. Et si on regarde en voix, on constate que ces partis n'ont réussi à mobiliser qu'un faible nombre de ceux qui votaient pour eux autrefois (3). Il est significatif qu'ils aient eux aussi pâti du discrédit qui a frappé, au moins partiellement, le mécanisme électoral: tout se passe comme si les prolétaires avaient compris que ce n'étaient que des figurants comme les autres dans le théâtre politique bourgeois...

Que dit LO de son maigre résultat aux élections (le NPA, lui n'ayant fait d'autres commentaires publics qu'un communiqué laconique pour exprimer sa déception; sa déliquescence politique est telle que chaque région était libre de choisir son orientation: difficile alors de dresser un bilan...)?

Ceci: «Nous avons participé à ces élections pour qu'en cette occasion, aussi défavorable que soit la période, se fasse entendre un courant qui se revendique des intérêts politiques de la classe ouvrière et qui ne

cache pas son identité communiste. Même si une part croissante de l'électorat populaire et en particulier les travailleurs en activité ou au chômage choisit l'abstention pour exprimer son écoeurlement devant le jeu des partis politiques, il nous appartient de représenter une expression consciente des intérêts politiques des exploités. L'avenir pour les classes exploitées n'est pas dans l'apolitisme» (4).

C'est l'aveu que la politique se résume pour LO à la **politique bourgeoise**, aux luttes électorales! D'autre part, à ses élections comme à toutes les autres, LO n'a en aucune façon défendu une identité communiste et les intérêts politiques des exploités; elle a défendu des propositions intégralement réformistes, c'est-à-dire mensongères, complètement opposées aux nécessités de la lutte prolétarienne.

Comment appeler en effet sa revendication de l'interdiction des licenciements autrement que de la poudre aux yeux?

Comment caractériser sa revendication de l'expropriation des banques avec la savoureuse perle suivante: «si le fonctionnement de l'économie a besoin des banques, elle n'a pas besoin des banquiers», ou de la publicité des décisions des grandes entreprises («il faut que les décisions des grandes entreprises soient rendues transparentes et vérifiables par toute la population»!) (5) sinon comme du réformisme le plus plat, refusant de remettre en cause, même simplement au niveau des mots, la société actuelle et faisant disparaître le prolétariat dans «toute la population»?

En ce qui concerne plus particulièrement l'abstention, les électoralistes indécrottables de LO pontifient:

«Peu importe au fond pour la classe dominante que les exploités, dégoûtés de la politique des grands partis après une multitude de déceptions, se détournent de toute politique» (6).

Si les exploités se détournent de toute

politique, la classe dominante ne peut que se frotter les mains, au contraire. Mais ce qui l'inquiète, c'est qu'aujourd'hui ils se détournent de la **politique bourgeoise** (en dépit aussi des efforts des LO et compagnies!).

C'est ce qui ressort en tout cas d'un article du «Monde» qui estime que l'abstention en banlieue est peut-être «plus grave que les émeutes» (7); «là où les émeutes de 2005 avaient été provoquées par quelques milliers de jeunes (...) le refus de voter est un signal de défiance vis-à-vis du politique envoyé par plusieurs centaines de milliers d'habitants, Français (sic!), adultes, qui ont symboliquement brûlé les urnes, jugées inutiles». «Comment comprendre ce retrait de la vie démocratique?» s'interroge le quotidien. «Comment se fait-il qu'aucune force politique syndicale ou associative n'arrive à représenter ces populations?»..

Et il y répond en évoquant un «sentiment d'abandon» des habitants, causé par le chômage, la ghettoïsation et... la présence trop importante d'immigrés!

Le grand quotidien bourgeois ne peut évidemment écrire que la détérioration de la situation prolétarienne est un phénomène général, indépendant de la couleur de peau ou de la situation géographique, causé par le capitalisme lui-même qui dans sa recherche toujours plus pressante de l'amélioration de ses taux de profit, aggrave l'exploitation, l'oppression et la répression.

Il ne peut écrire que les forces politiques ou syndicales **réformistes** ont, du coup, d'autant plus de mal à jouer leur rôle, non de «représentation» mais de **canalisation** et d'**encadrement** des populations prolétariennes.

Il ne peut comprendre ce «retrait» de la vie démocratique parce qu'il est la conséquence inévitable de l'aiguïssement des tensions sociales, lui-même prémisses de futurs affrontements entre les classes.

Qu'on ne s'y trompe pas, pourtant: la démocratie, malheureusement, fait encore recette, contrairement aux alarmes des bourgeois. Les difficultés plus grandes qu'elle rencontre pour duper les prolétaires sont le signe d'un affaiblissement du

contrôle de la classe ouvrière par la bourgeoisie et ses valets réformistes de gauche et d'extrême-gauche, elles ne signifient pas encore que le prolétariat est sur le point de reprendre à grande échelle le chemin de la lutte de classe: l'abstentionnisme massif actuel n'est pas encore l'anti-électoratisme révolutionnaire. Il s'agit néanmoins d'un signe des temps prometteur: l'avenir est à la lutte prolétarienne!

(1) cf «Nord Eclair», 6/5/10. Le quotidien régional relate une réunion municipale consacrée à la question de l'abstention. Un rapport sur cette question y a été présenté qui «fait froid dans le dos»; entre autres choses il relève le haut niveau des non-inscrits sur les listes électorales: à Roubaix, 52% des habitants n'étant même pas inscrits, le nombre de votants n'a été que de 13,5%... Le journal écrit: «plus on est pauvre, moins on vote. (...) Plus on est jeune, plus on s'abstient» (6,5% des moins de 25 ans votant aux 2 tours).

(2) cf «La Dépêche», 16/3/10. Le quotidien ajoute: «Mettre un bulletin dans l'urne [dans ces quartiers] paraît tragiquement inutile. De l'indifférence, de la déception, peut-être même parfois de la révolte... voilà ce que dit ce vote qui n'en est pas un».

(3) LO reconnaît avoir obtenu un des plus faibles résultats électoraux de son histoire: 204 000 voix. Son score maximum avait été atteint aux élections présidentielles de 1995 et 2002 où plus d'un million six cent mille personnes ont voté pour sa candidate. LO ne recueillait plus que 488 000 voix aux présidentielles de 2007, 218 000 aux législatives qui ont suivi et 206 000 aux européennes de 2009. Cette érosion continue ne peut manquer de susciter des problèmes pour une organisation qui fait de la participation électorale l'essentiel de son activité politique...

(4) cf «Lutte de classe» n° 127 (avril 2010).

(5) cf «Lutte de classe» n° 126;

(6) cf «Lutte...» n° 127.

(7) cf «Le Monde», 25/3/10.

Grèce : des larmes et du sang pour les prolétaires. Voilà la recette de toutes les bourgeoisies du monde contre la crise !

Pour résister à la politique de larmes et de sang que lui inflige la bourgeoisie, le prolétariat n'a pas d'autre possibilité que la reprise de la lutte de classe, en commençant par le refus des mesures anti-ouvrières du gouvernement et des appels à la «solidarité nationale», aux sacrifices pour «défendre la patrie et la démocratie».

Pendant toute l'année 2009 et les premiers mois de 2010 les prolétaires grecs ont réagi à l'aggravation de la situation sociale (augmentation du chômage - 40% de chômage parmi les jeunes dans le nord du pays! - , détérioration des conditions de vie et de travail, précarisation croissante) en menant des luttes déterminées, même si elles sont restées sous l'influence de syndicats et partis collaborationnistes.

Les organisations syndicales les plus importantes, le GSEE pour le secteur privé, l'ADEDY et le PAME pour le secteur public, liées au PASOK (Parti Socialiste au pouvoir) et au KKE (Parti «Communiste») ont continué à jouer leur rôle de pompiers sociaux en s'efforçant d'isoler les secteurs les plus combattifs et d'amortir les tensions qui s'accroissent inexorablement en les détournant vers la «défense du pays» contre la faillite à grand renfort de propagande nationaliste et de rhétorique sur l'illustre histoire de la Grèce antique!

Les dures mesures d'austérité prises par le gouvernement d'Athènes à la suite des oukases de l'Union Européenne (en particulier de l'Allemagne) et du FMI en contrepartie du plan visant à éviter la faillite de l'Etat grec étaient dans l'air depuis longtemps; la bourgeoisie grecque n'a pas le choix : ou elle applique la série de mesures anti-ouvrières réclamées par les banquiers européens et américains, et accepte les taux d'intérêt élevés auxquels elle va emprunter pendant trois

ans, ou elle sera brutalement marginalisée et écartée des affaires sur le plan international.

A-t-on jamais vu la bourgeoisie choisit spontanément la ruine? Mais a-t-on jamais vu une bourgeoisie céder aux exigences de bourgeoisies plus fortes (comme l'Allemande ou l'Américaine) sans faire payer jusqu'au bout aux prolétaires le prix de sa crise et de sa faiblesse?

On ne pouvait rien attendre d'autre du gouvernement «socialiste» Papandréou, ni de toutes les forces qui depuis des dizaines d'années ont pratiqué la collaboration de classe au nom d'une «économie nationale» et d'une «démocratie» qui ne sont rien d'autre que l'expression de la domination de la classe bourgeoise sur le prolétariat et toute la société.

Une petite minorité de grands capitalistes ont empoché des profits vertigineux par l'exploitation des prolétaires; ils ont accumulé des privilèges économiques, politiques et sociaux sur la peau des travailleurs de Grèce, qu'ils soient immigrés, clandestins ou prolétaires de souche; en contrepartie ils ont distribué des places dans l'administration publique et institué des amortisseurs sociaux pour essayer systématiquement de corrompre un prolétariat dont ils redoutaient la rébellion.

La crise économique internationale ayant mis en difficulté la bourgeoisie grecque, celle-ci n'a pas hésité une seconde à s'attaquer aux travailleurs.

Et ces derniers ont ces derniers mois manifesté à de nombreuses reprises leur colère face aux attaques bourgeoises par des grèves et des manifestations.

Mais en Grèce, comme ailleurs, il n'existe pas d'organisation syndicale de classe, ni de parti de classe, qui ont été détruits par le stalinisme. Comme dans les autres pays il existe par contre de multiples forces et organisations de collaboration de classe; si diverses soient-elles, elles se retrouvent pour défendre l'économie et la «patrie» dans la crise économique (avant de les défendre un jour dans la guerre) et elles constituent aujourd'hui pour la classe dominante l'arme **la plus efficace** pour contrôler et dévier les réactions prolétariennes dans des impasses.

Les faux communistes du KKE qui crient que «les besoins des familles doivent passer avant ceux des marchés et des profits» donnent ainsi comme objectif l'«**indépendance nationale**» contre les grands pays qui spéculent sur le dos de la Grèce et une «**vraie démocratie**»: pas question pour eux de donner comme objectif l'**indépendance de classe du prolétariat**, d'appeler à la **solidarité internationale des prolétaires** et de démasquer l'intérêt national et la démocratie comme des **instruments de la classe ennemie!**

A la suite de la grève générale du 5 mai et l'incendie d'une banque où sont morts 3 employés (1), le premier ministre, après avoir dit qu'il ne reculerait pas à appliquer les mesures d'austérité, a affirmé : «c'est l'heure de défendre le pays et la démocratie contre la violence incontrôlée et l'irres-

(Suite en page 6)

Grèce: Le KKE contre la lutte de classe

Le Parti Communiste Grec (KKE) s'affirme haut et fort comme le défenseur acharné et sans compromis des prolétaires, multipliant les dénonciations du gouvernement au service de la «ploutocratie» et des impérialistes. Par l'intermédiaire de la fraction syndicale qu'il contrôle, le PAME, il entend pousser les grandes confédérations syndicales liées au PASOK à la lutte contre les mesures d'austérité redoublées qui s'abaissent sur les travailleurs.

Il vaut la peine de s'attarder un peu sur quelques unes de ses déclarations tonitruantes pour voir ce qui se cache derrière.

C'est ainsi que dans son appel pour le premier mai (1), le KKE n'est pas avare de formules combattives:

«Camarades, travailleurs grecs et immigrés, jeunes, retraités, chômeurs, le KKE vous appelle à faire de ce premier mai un hommage aux luttes et sacrifices de notre classe, une nouvelle progression de la conscience politique de classe et un accroissement de l'engagement militant pour s'opposer à la politique criminelle du gouvernement et de la ploutocratie qui mène la classe ouvrière, nos familles et nos enfants à l'exploitation la plus brutale et la plus sauvage, à la pauvreté permanente et au chômage. (...) Que personne ne craigne de faire des sacrifices pour la lutte, que personne ne succombe (...) aux résultats de cette politique qui sert aux bénéficiaires et au renforcement des monopoles».

On voit que l'appel n'hésite pas à parler de **classe**, mais c'est pour mettre en avant une orientation et un but **interclassistes**. La phrase suivante dit en effet:

«C'est l'heure de lever l'unité de classe et la mobilisation populaire contre nos droits. (...) Notre classe a le pouvoir et la possibilité de diriger la formation d'un grand front antimonopoliste, anti-impérialiste et démocratique qui abattra le pouvoir des monopoles et luttera pour le pouvoir populaire» (souligné dans le texte).

L'adversaire à combattre n'est donc pas le système capitaliste et la lutte n'est pas une lutte de classe contre la classe bourgeoise; l'adversaire pour le KKE, outre les impérialistes (étrangers), ce sont les «monopoles», la «ploutocratie» - donc une poignée de très riches; la lutte, est une lutte populaire, démocratique - donc une lutte de **plusieurs classes** - pour un pouvoir «populaire» non défini. Le texte revient un peu plus loin sur ce dernier point:

«Vous avez expérimenté la voie de développement qui sert au profit capitaliste. (...) Pourtant il existe une issue. Il existe une voie de développement qui sert aux besoins des travailleurs et du peuple. C'est la voie du pouvoir populaire, de l'économie populaire» (souligné dans le texte).

Ce pouvoir et cette économie sont ils socialistes ou capitalistes, le KKE évite soigneusement de le dire; mais si le flou est nécessaire à sa démagogie interclassiste (pour rassembler les prolétaires dans un front commun avec les petit-bourgeois et les bourgeois non ploutocrates, il faut mettre de côté les intérêts de classe prolétariens!), l'utilisation de la terminologie populaire démontre qu'il ne s'agit pas de pouvoir ou d'économie de classe, c'est-à-dire socialistes: critiquant le profit capitaliste mais faisant référence aux ex-pseudo régimes socialistes de l'Est (capitalistes d'Etat en réalité), le KKE démontre qu'il ne peut proposer autre chose qu'une version «améliorée» du capitalisme.

Un autre document intitulé «Les propositions du KKE pour trouver une solution à la

(Suite en page 6)

Pour un premier mai prolétarien et communiste!

Prolétaires !

Les conditions générales de vie et de travail ne font que se détériorer depuis des années, devenant toujours plus insupportables. Misère, faim, guerres, destructions, catastrophes soi-disant «naturelles» sont à l'ordre du jour. Tandis que nous avons d'un côté une surproduction de marchandises de tout type, bien souvent plus nocives qu'utiles, nous assistons de l'autre côté à une destruction systématique de forces productives et de la nature: la société actuelle n'a plus rien de bon à offrir, sinon pour la classe dominante qui ne représente qu'une très petite minorité de la population mondiale.

La crise économique frappe de plus en plus des millions de prolétaires: les entreprises ferment, des travailleurs perdent leur emploi par dizaines de milliers et sont jetés dans la précarité la plus noire, le pouvoir d'achat des salaires baisse et de façon générale les prolétaires sont de plus en plus relégués aux marges d'une société qu'ils ont enrichi par leur travail. Avec la crise s'accroissent tous les maux de la société: délinquance, prostitution, consommation de l'alcool et de drogues, etc.; avec la crise s'accroissent la violence économique et la pression patronale sur les travailleurs, le despotisme d'entreprise, la violence policière et la répression bourgeoise, les morts au travail, dans les guerres; la concurrence entre prolétaires s'accroît, l'exploitation des travailleurs s'approfondit toujours davantage; et tout cela pour faire vivre un système basé sur l'esclavage salarié qui plonge régulièrement dans des crises **de plus en plus profondes**, après quelques brèves périodes de «prospérité et de reprise économique».

La crise oblige tous les gouvernements à prendre des mesures économiques sociales et politiques dites d'urgence pour y faire face et pallier à la surproduction qui étouffe les marchés; mais l'histoire du capitalisme démontre que toutes les mesures prises par la classe dominante bourgeoise sont incapables d'apporter une solution aux contradictions internes au capitalisme: les crises reviennent inévitablement, avec une ampleur chaque fois plus grande. Leur débouché historique est soit la **guerre générale** avec ses épouvantables destructions, seules capables de détruire à grande échelle les forces productives en surnombre - travailleurs y compris - pour pouvoir donner ainsi un nouveau départ à l'accumulation capitaliste; soit la **révolution prolétarienne** dans laquelle le parti de classe organise et oppose la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire de la classe dominante et de son Etat afin d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie et d'orienter toutes les énergies de classe vers l'éradication des causes réelles des méfaits de la société actuelle - le système de production capitaliste - ouvrant ainsi la voie à une société supérieure, sans classes ni exploitation ou oppression, le **communisme**.

Pour surmonter la crise et maintenir son contrôle social, la classe dominante utilise en même temps les moyens légaux, pacifiques, démocratiques et la répression et la force brutale (depuis les tabassages dans les postes de police aux soi-disant «bavures» dans les quartiers, des opérations «anti-terroristes» à la levée forcée des piquets de grèves ou des occupations d'usine); elle a recours non seulement aux diverses institutions de l'Etat, mais aussi aux plus diverses organisations sociales, politiques, économiques, religieuses, culturelles ou sportives, aux organisations, syndicats et partis collaborationnistes pour empêcher que les prolétaires puissent s'organiser sur une base de classe et mener ainsi une défense réelle des leurs conditions de vie et de travail.

Camarades!

Les prolétaires ne doivent pas se laisser intimider ni égarer! Leur force potentielle ne réside pas seulement dans le nombre, mais dans leur organisation, dans leur union dans la lutte pour leurs **intérêts de classe** réunissant travailleurs français ou étrangers, réguliers ou sans-papiers, jeunes ou vieux, hommes ou femmes, chômeurs ou non, du public ou du privé, quelque soit le secteur ou la corporation où ils travaillent. La classe dominante n'a qu'un seul objectif: **maintenir et accroître les profits capitalistes**, dans une période où ceux-ci sont menacés par la crise et la concurrence accrue sur le marché mondial que celle-ci provoque. Tous ceux qui font croire qu'il est possible d'utiliser les institutions et le système politique bourgeois (parlement, élections) pour défendre les intérêts des travailleurs ou rendre le capitalisme plus «humain», se font en fait les auxiliaires de la classe dominante: ces institutions et ce système, secondés par une propagande permanente et multiforme, ont été édifiés et perfectionnés au cours du temps dans le seul but de défendre le capitalisme contre les dangers de révolution sociale. Tous ceux qui vantent le dialogue et la collaboration entre «partenaires sociaux», tous ceux qui prétendent qu'existent des intérêts communs entre travailleurs et patrons, entre exploités et exploités, entre prolétariat et bourgeoisie, sont en réalité des défenseurs du statu-quo, de l'ordre établi, en un mot du **capitalisme**. Lorsque le mécontentement devient trop important, lorsqu'éclatent des grèves dures ou lorsque les capitalistes préparent une attaque d'ampleur contre les travailleurs, alors qu'entrent en scène les appareils syndicaux collaborationnistes: en véritables **pompier sociaux**, ils ont la charge d'empêcher ou de stériliser la lutte

prolétarienne, soit en la tenant soigneusement isolée, soit en organisant de grandes **campagnes de démobilisation** effective des travailleurs: c'est ce qu'ils ont malheureusement réussi jusqu'ici à faire avec succès.

PROLÉTAIRES FRANÇAIS ET IMMIGRÉS!

Les prolétaires ont derrière eux une riche histoire de luttes et de révolutions, d'affrontements contre les armées, les polices, les forces légales et illégales du pouvoir bourgeois, au cours de laquelle par deux fois ils ont réussi à prendre le pouvoir: lors de la Commune de Paris et lors de la révolution bolchevique d'octobre 1917. C'est aussi une histoire de défaites, mais dont le marxisme a su tirer les leçons, la plus importante d'entre elles étant la **nécessité du parti de classe** pour diriger le combat du prolétariat selon le programme communiste révolutionnaire et en défendant l'**invariance du marxisme**, c'est-à-dire en définitive l'invariance du but final - le communisme - et des moyens pour l'atteindre - la lutte de classe, la révolution, la dictature du prolétariat.

Depuis des décennies, et depuis la fin de la guerre mondiale en particulier, les syndicats collaborationnistes et les faux partis «communistes» ou «socialistes» ont été les indispensables gardiens du développement du capitalisme. S'appuyant sur les miettes de l'exploitation que le capitalisme pouvait concéder aux travailleurs sous forme d'*amortisseurs sociaux*, ces forces collaborationnistes ont paralysé les prolétaires et les ont enchaînés à la collaboration entre les classes; en leur faisant oublier la mémoire et les traditions de la lutte de classe, ils les ont réduits à n'être que de simples prolongements de l'appareil productif, des véritables robots au service du capital, remplaçables ou éliminables comme n'importe quel autre outillage.

Mais la pression de plus en plus suffocante du capitalisme rend toujours plus pressant le besoin d'en finir avec cette paralysie, de rompre avec les forces collaborationnistes pour retrouver le chemin de la lutte réelle. Alors que des luttes courageuses se mènent ou continuent à se mener dans l'isolement (comme celles des sans-papiers), les directions syndicales se préparent à recommencer une nouvelle fois la mascarade des agitations-bidons sur la question des retraites; leur objectif: faire en sorte que cette énième attaque ne provoque aucune réaction sérieuse des travailleurs.

PROLÉTAIRES, CAMARADES!

Les travailleurs ne sont condamnés à l'impuissance que lorsqu'ils abandonnent le terrain de la lutte de classe, lorsqu'ils font confiance aux méthodes collaborationnistes, pacifistes, légalistes, démocratiques pour se défendre. Leur force devient à l'inverse immense quand ils entrent en lutte pour la défense des objectifs immédiats et historiques de leur propre classe, celle qui produit toutes les richesses de la société alors que c'est la classe qui n'en possède aucune. Les prolétaires doivent retrouver **confiance en leurs propres forces**, en leur capacité à riposter à toutes les attaques, à toutes les vexations, à toutes les humiliations, à toutes les oppressions que leur impose le capitalisme: cela est possible à condition de commencer à s'organiser de manière indépendante autour d'objectifs, de méthodes et de moyens classistes, pour la **défense exclusive de leurs intérêts immédiats de classe**, seul moyen de préparer le saut qualitatif ultérieur vers la **lutte politique révolutionnaire** pour l'émancipation du joug capitaliste.

Le Premier mai pourra redevenir la journée internationale de la lutte de classe prolétarienne quand les prolétaires, quelle que soit leur race ou leur nationalité et où qu'ils se trouvent sur la terre, se reconnaîtront comme des frères de classe prêts à la lutte pour la défaite définitive de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour la victoire du communisme!

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! ne sera plus alors une phrase consolante, mais sera le cri de guerre de la révolution mondiale!

Augmentation de salaire pour tous, plus fortes pour les catégories les moins bien payées! Salaire intégral aux chômeurs et demandeurs d'emploi! Réduction drastique de la journée de travail pour tous! Revalorisation de tous les minima sociaux! Non à l'augmentation de l'âge de la retraite et à la diminution des pensions! Non aux expulsions et arrestations des travailleurs sans-papiers, régularisation immédiate de tous! Non à la répression des luttes ouvrières!

Telles sont quelques unes des revendications prolétariennes immédiates les plus urgentes qui impliquent:

la renaissance d'organisations de lutte indépendantes des appareils et des pratiques collaborationnistes, le refus de toute collaboration de classe au nom de la défense de l'économie nationale ou de l'entreprise, le retour aux méthodes de classe;

et qui s'inscrivent dans la lutte contre la politique impérialiste de la bourgeoisie et pour la solidarité internationale des travailleurs!

(tract diffusé en anglais espagnol, français et italien à l'occasion du premier mai)

Grèce: Le KKE contre la lutte de classe

(Suite de la page 5)

crise» (2) précise un peu mieux quelles sont les perspectives de ce parti.

«Le temps est venu pour un front populaire et social» peut-on y lire, front qui «doit avoir deux buts liés entre eux»:

«Le premier est la lutte, ce qui suppose de résister, de mener une guerre d'usure et de saper ces mesures barbares (...) lutte contre un appareil dont une partie est le système politique bourgeois du parti et la ploutocratie».

«Cependant la plus importante tâche de notre front doit être créative, celle de libérer un point de vue militant et populaire, l'optimisme et la dignité militantes, un patriotisme de classe [!] et l'internationalisme, l'action populaire et les initiatives qui peuvent transformer le front en un vaste courant de modification et d'inversion du rapport des forces. Ce front a un choix, créatif et réaliste. Renforcer la proposition alternative pour un pouvoir populaire ayant comme mot d'ordre central: socialisation des monopoles, formation de coopératives populaires (...), planification nationale sous contrôle du peuple et des travailleurs depuis la base. Prouver et démontrer que les possibilités de développement de notre pays existent toujours, mais qu'un temps précieux ne doit pas être perdu (...).»

Le KKE écrit ainsi en toutes lettres que pour lui la lutte n'est pas le plus important! Cette lutte contre les mesures d'austérité gouvernementales est d'ailleurs conçue uniquement comme une «guerre d'usure» dont le «coeur» «reste sur les lieux de travail, les rues avec les petits commerces, la campagne, les écoles, les universités, les quartiers immigrés, tous les quartiers ouvriers et populaires»; bref, face à l'attaque capitaliste unitaire et centralisée par l'Etat bourgeois, il préconise la stratégie défaitiste d'une lutte émietée suivant les diverses classes sociales qui devraient y participer... Notons également la revendication du patriotisme, qui est en opposition directe à l'internationalisme prolétarien; le KKE parle bien d'internationalisme, mais il est incapable de le concevoir autrement que comme une «action commune des peuples», c'est-à-dire en noyant une fois de plus le prolétariat dans l'interclassisme.

De toutes façons, pour lui, le plus important c'est sa proposition d'un pouvoir populaire, couronnement de son orientation interclassiste. Le texte énumère fièrement les atouts de la Grèce: ses ressources naturelles et ses richesses minérales, «le niveau satisfaisant de concentration de la production, des moyens de production, son réseau commercial dense», les qualités de sa main d'oeuvre (!), expérimentée, éduquée, etc., pour démontrer que le pays est en condition de «constituer et développer une économie populaire autonome».

Cette économie populaire serait caractérisée par la «socialisation» des grandes bran-

ches économiques et une «planification centralisée»; le pays sortirait de l'Union européenne et la dette publique ne serait pas répudiée (n'exagérons pas!), mais «réexaminée» «avec comme critère principal, les intérêts du peuple» (?).

A aucun moment il n'est indiqué que cette économie future qui permettrait de «satisfaire des besoins des travailleurs» et «de développer les moyens de production» serait en rupture avec le mode de production capitaliste, qu'elle n'obéirait plus à la loi de la valeur, qu'elle verrait la disparition du marché c'est-à-dire de la production de marchandises, de la circulation monétaire, de l'organisation en entreprises, etc., et donc des classes sociales; en un mot que ce serait une économie socialiste ou en transition vers le socialisme.

Lutte de classe, révolution, dictature du prolétariat, tous ces concepts de base pour les véritables communistes sont inconnus pour nos héritiers du stalinisme. Et d'ailleurs comment serait-il possible de les revendiquer quand on cherche une alliance avec les petits commerçants, les paysans, les intellectuels? Sans rupture avec le capitalisme, sans renversement de l'Etat bourgeois dont ne veulent à aucun prix les petits et moyens bourgeois, il serait pourtant possible selon le KKE d'arriver à un régime idéal satisfaisant démocratiquement aux intérêts des diverses classes du peuple...

Est-il nécessaire de faire une longue analyse pour montrer l'absurdité de cette idée de nature typiquement petite-bourgeoise? Le KKE lui-même n'y croit pas: ce n'est rien d'autre qu'un attrape-nigaud pour appuyer sa perspective de «front démocratique» ou «front populaire».

L'analyse rapide de ces textes démontrent que le KKE n'a rien de communiste, qu'il n'est pas le parti de classe des prolétaires, mais un des multiples partis de la collaboration de classe Le Manifeste du Parti Communiste écrivait: «Les classes moyennes, petits industriels, petit commerçants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie pour sauver leur existence de classes moyennes du déclin qui les menace; elles ne sont donc pas révolutionnaires mais conservatrices; bien plus elles sont réactionnaires: elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires [c'est en abandonnant] leur propre point de vue pour se placer sur celui du prolétariat» (3).

Le KKE, lui, comme tous les partis anti-communistes de son espèce, s'efforce d'empêcher le prolétariat de retrouver son propre point de vue pour le placer sur celui des classes moyennes!

Sa politique des dernières années confirme cette conclusion, si c'était nécessaire. Troisième plus grand parti de Grèce, le KKE est un parti parlementaire réformiste classique. En 1988, dans le cadre d'un front de gauche appelé «Synaspismos» où il s'était rassemblé avec ses anciens dissidents «euro-

communistes» et d'autres, il n'a pas hésité à participer à un gouvernement d'union avec le parti de droite Nouvelle Démocratie pour barrer la route au PASOK! Ce gouvernement ne dura que quelques mois et en 1991 le KKE quitta Synaspismos: depuis, il cherche à faire oublier son passage au gouvernement.

Aux dernières élections législatives (octobre 2009) remportées par le PASOK (44% des voix, contre 33,5% à la Nouvelle Démocratie), il a recueilli 7,5% des suffrages et obtenu 21 députés. En décembre 2008, le KKE avait déclaré que les émeutes déclenchées après l'assassinat d'un jeune par la police étaient l'oeuvre de fanatiques violents et organisées par des services d'espionnage étrangers! A la suite de ces déclarations plusieurs sièges du KKE à Thessalonique ont été attaqués à coups de cocktails molotov...

* * *

Digne descendant des tenants de la théo-

rie du socialisme dans un seul pays qui ont étranglé la révolution internationale et massacré ses militants, partisan fanatique de la légalité, le KKE ne tient un discours combatif que pour prévenir un combat véritable; il n'agit sa perspective de «front populaire» que pour enterrer la seule perspective non illusoire pour les prolétaires: celle de l'organisation économique et politique sur des bases de classe indépendantes, afin de mener la lutte pour la défense exclusive de leurs seuls intérêts de classe, avant de pouvoir demain passer à l'attaque contre la bourgeoisie, son Etat et son système économique, en union étroite avec les prolétaires des autres pays.

(1) cfes.gr.kke.gr/news/news2010/2010-05-1may. Les textes du KKE peuvent être consultés dans différentes langues sur son site: www.kke.gr.

(2) cf fr.kke.gr/news/2010news/2010-05-14-proposalkke

(3) cf «Le Manifeste...», chapitre «Bourgeois et prolétaires»

Grèce : des larmes et du sang pour les prolétaires

(Suite de la page 5)

ponsabilité politique!».

La mort des 3 employés est ainsi cyniquement utilisée pour faire accepter aux travailleurs, au nom du nationalisme et de la «démocratie», les sacrifices que veut leur imposer le capitalisme grec et international!

Les travailleurs grecs subissent les conséquences d'une crise qui a touché tous les pays et leur lutte se heurte et se heurtera à tous les défenseurs de l'ordre capitaliste, national et international. La voie qu'ils cherchent avec énormément de difficulté et de confusion est celle que les réformistes et les collaborationnistes ont réussi jusqu'ici à barrer: la voie de la réorganisation classiste d'abord sur le terrain de la défense immédiate de leurs conditions de vie et de travail, la voie de la lutte prolétarienne pour la défense des seuls intérêts des exploités, la voie de la lutte de classe!

La propagande démocratique, légaliste et pacifiste répandue à haute dose et soutenue par une politique d'amortisseurs sociaux malgré la faiblesse économique du pays, est particulièrement utile à la bourgeoisie en période de crise, car elle sert précisément à empêcher la lutte de classe.

Les prolétaires n'ont rien à défendre de la société bourgeoise, ni économie, ni entreprise, ni patrie!

Ils n'ont aucun intérêt commun avec la classe bourgeoise, ils doivent se préparer à lutter contre elle, contre son mode de production (le capitalisme), sa société et son Etat!

Cette perspective est celle des prolétaires de tous les pays, qui doivent comprendre qu'en Grèce se livrent les premières escar-

mouches d'une bataille gigantesque contre le capitalisme qui se mènera dans le monde entier.

Puissent les luttes actuelles permettre à ne serait-ce qu'une petite avant-garde prolétarienne de retrouver les armes et les traditions révolutionnaires prolétariennes de classe et combattre l'influence des partis et syndicats collaborationnistes: ce serait le moyen d'empêcher que la lutte ne soit pas une fois encore détournée de son but!

Vive les luttes que mènent les prolétaires grecs pour se défendre contre les capitalistes!

Vive les luttes qui ne s'agenouillent pas devant le parlement et les institutions démocratiques bourgeoises!

Vive la lutte prolétarienne qui ne se laisse pas détourner vers la défense fallacieuse de la patrie, de la démocratie, de la liberté!

Pour la reprise de la lutte de classe!

Pour l'organisation de classe du prolétariat autour des objectifs, des moyens et des méthodes exclusivement de classe!

06/05/2010

(1) Diverses hypothèses ont été avancées sur l'incendie de cette banque. Quoi qu'il en soit, la responsabilité de cet acte incombe en dernière analyse à ceux qui stérilisent les luttes dans le carcan du respect de l'ordre établi, ne laissant pas d'autre possibilité aux éléments les plus combatifs pour exprimer leur colère, en l'absence de lutte de classe, que la voie stérile du vandalisme.

COURRIER DES LECTEURS

A propos de la société communiste

Un lecteur nous a écrit pour nous poser quelques questions sur la société communiste; questions en apparence toutes simples, mais qui vont droit à l'essentiel. Voici notre réponse.

Tu poses d'abord la question de la suppression de l'argent; tu écris «si on supprime l'argent, quel autre moyen d'échange y aura-t-il?».

Si effectivement dans la société communiste il y avait toujours l'échange entre équivalents, il faudrait un moyen pour réaliser cet échange, un «équivalent général», si on ne veut pas retomber dans une économie de troc (où chaque collectivité productive échange les produits qu'elle fabrique contre d'autres dont elle a besoin).

Une économie de troc n'est possible que dans des sociétés où la production est très

peu développée et très peu diversifiée, toutes les communautés productives (en général des tribus) produisant de façon autarcique pratiquement tout ce dont elles ont besoin; seul le surplus est échangé contre quelques produits non indispensables.

Les anarchistes et autres qui rêvent d'une société autogérée (sur le principe: chaque usine à ses ouvriers) en gardant la structure économique fondamentale de la production et de la distribution marchandes, ne se rendent pas compte que cette société devrait continuer à voir circuler l'argent.

En réalité la société communiste verra la

disparition de l'argent, parce que ce ne sera plus une société mercantile: il n'y aura plus d'échange entre équivalents, il n'y aura donc plus non plus de salariat. Marx explique que l'existence du salariat signifie l'existence du capitalisme: le temps de travail est une marchandise comme une autre qui est achetée à sa valeur par le capitaliste privé ou l'entreprise nationalisée ou autogérée. Cette valeur est le salaire, qui permet d'acheter les marchandises nécessaires à la reconstitution de la force de travail dépensée (au sens large: nourriture, habillement, logement, etc.). Mais la particularité de la marchandise-force de travail humaine étant qu'elle produit plus que sa valeur, cette «survaleur» produite reste la propriété du capitaliste, de l'entreprise, etc.: son profit.

Dans la société communiste, la force de travail ne sera plus une marchandise: le travailleur ne sera plus obligé de se vendre pour

vivre (qu'il vende sa force de travail musculaire, intellectuelle ou sexuelle!). Comme disait Marx, le travail ne sera plus une malédiction mais le premier besoin social, comme il l'était dans les sociétés communistes primitives; il utilisait aussi la formule suivante pour décrire cette société: «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins». Chaque individu fournit à la société ce dont il est capable et il reçoit gratuitement de la société tout ce dont il a besoin pour vivre, se distraire, etc.

Tu écris: «si un ingénieur n'aura pas plus de confort matériel qu'un ouvrier, personne ne voudra être ingénieur». En réalité dans la société capitaliste, ce sont les métiers les plus pénibles qui sont les moins bien payés! Tout le monde préférerait être cadre ou patron plutôt que manoeuvre... C'est la contrainte matérielle d'être obligé de gagner sa vie qui oblige le prolétaire (= celui qui ne

Sans-Papiers: les syndicats négocient, la police expulsee!

Alors que le mouvement de lutte des travailleurs sans-papiers dure depuis 7 mois, avec de nouvelles initiatives pour le populariser comme la marche des sans-papiers de Nice à Paris, la CGT et les organisations syndicales qui la suivent poursuivent sans désemparer leur orientation de collaboration de classes. Rappelons que la CGT tente de mettre sur pied une espèce de front patrons-travailleurs pour obtenir du ministère la définition de critères précis de régularisation des sans-papiers. Les intérêts des travailleurs ont été sacrifiés à l'établissement de ce front: la revendication centrale des grévistes - régularisation de tous - a laissé la place à l'obtention de ces critères: certains travailleurs seront régularisés, d'autres non en fonction de ce qu'aura décidé le ministère ou les préfets selon les besoins de l'économie locale ou nationale.

La soumission des prolétaires aux impératifs du capitalisme est donc avalisée et revendiquée par ces prétendus défenseurs des travailleurs! Pour faire passer son orientation la CGT dresse quand elle peut un cordon sanitaire autour des sans-papiers qui la suivent et essaye de tenir à l'écart ceux qui s'engagent dans d'autres luttes (quand elle ne fait pas le coup de poing comme lors de l'expulsion des travailleurs qui occupaient une annexe de la Bourse du Travail).

Mais le ministère fait traîner en longueur les négociations, au point qu'à la fin mai la CGT et ses comparses («les onze») s'indignaient: «*le discours du Ministère de l'immigration laisse une curieuse impression : il semble vouloir retarder le plus possible les échéances, quitte à laisser faire, voire à protéger ceux qui veulent que le business et la surexploitation des travailleur-e-s sans papiers continuent. (...) Aujourd'hui, l'ordre public social est bafoué [cri du coeur de bureaucrate syndical outré]: en ne reconnaissant pas les droits de ces travailleur-e-s, le Ministère de l'Immigration laisse porter atteinte à tout le monde du Travail*» (1). Il est bien évidemment inconcevable qu'un ministère bourgeois accepte la surexploitation des travailleurs...

Le premier juin, nouveau communiqué dans lequel les mêmes laissent poindre l'espoir que le ministère allait enfin décider d'arrêter ces fameux critères, les négociations ayant, semble-t-il bien avancé. Mais le 3 juin le gouvernement envoyait les flics déloger et arrêter les sans-papiers qui s'étaient installés sur les marches de l'Opéra Bastille, à la grande «surprise» des bureaucrates syndicaux: qui aurait pu croire que le ministère allait user de la force contre les travailleurs, à l'image de la CGT elle-même?

Mais quelques jours après les sans-papiers revenaient s'installer sur les lieux, et les travailleurs africains étaient rejoints par des chinois.

Pendant ce temps, les négociations de la CGT et du ministère reprenaient comme si de rien n'était. Au moment où nous écrivons, on apprend de source syndicale que ces négociations ont «bien avancé». Nul doute que dans quelques mois ou quelques années elles finiront par se concrétiser...

Trêve de (triste) plaisanterie: la voie de la collaboration entre les classes suivie par la CGT et cie ne peut déboucher que sur des défaites pour les travailleurs. Les prolétaires sans-papiers ont fait preuve d'une combativité et d'une détermination exemplaires. Il leur manque le soutien actif des prolétaires français de souche pour faire plier un patronat esclavagiste et un gouvernement à ses ordres.

La solidarité avec leur lutte n'est pas seulement un **devoir de classe**, c'est aussi un besoin pour la lutte ouvrière générale.

Régularisation immédiate de tous les travailleurs sans-papiers! Libération de tous les sans-papiers emprisonnés! Vive l'unité de tous les travailleurs!

13/6/2010

(1) Les onze sont: les syndicats CGT, la CFDT, la FSU, l'UNSA, Solidaires; la Ligue des Droits de l'Homme, la Cimade, le RESF, Droits devant, Réseau des Femmes Egalité, Autremonde.

La psychiatrie dans la tenaille des impératifs capitalistes

Le prolétariat ne cesse de souffrir des affres de l'exploitation capitaliste; en période de crise, la détérioration de ses conditions de vie et de travail croît à une vitesse vertigineuse. Les maux de cette société se multiplient et s'intensifient: chômage, précarité, paupérisation accélérée (baisse des salaires, main basse des capitalistes sur le salaire différé que constituent les retraites et les prestations sociales, augmentation du prix des produits de première nécessité, etc.); la violence économique bourgeoise et le despotisme patronal utilisent et amplifient la concurrence entre prolétaires. A cela s'ajoutent les inévitables corollaires de cette détérioration: délinquance, troubles physiques et mentaux (addiction à l'alcool et aux drogues), suicides

Dans le but de protéger son système économique inique, la bourgeoisie s'efforce de créer un **écran de fumée** pour masquer l'**ignominie de sa rapacité**. C'est ainsi qu'avec le prétexte de rechercher le «risque zéro», elle édicte des mesures basées sur l'émotion provoquée par les faits divers les plus bouleversants, qui sont montés en épingle et amplifiés par les médias, exécuteurs serviles de cette politique. Indépendamment de leur degré de vétusté, les prisons sont surpeuplées; le moindre trouble social est sanctionné, le législateur accroissant régulièrement les peines. Le taux d'incarcération de personnes souffrant de troubles mentaux n'a jamais été aussi important; les suicides se multiplient. Pour se maintenir sans heurts, la domination bourgeoise a besoin de la maîtrise de l'ordre public; il faut diminuer au maximum les risques de remous. La police est indispensable pour réprimer les troubles qui éclatent en utilisant la force, quand les moyens de «prévention de la violence» (depuis la propagande réformiste ou religieuse et l'intimidation étatique, jusqu'à l'action du réseau des organisations sociales instituée et entretenues pour étouffer les tensions) ont échoué. En se développant, le capitalisme développe aussi inévitablement les tensions sociales qui se manifestent le plus souvent sous la forme d'actes de violence individuels, du moins tant que la lutte de classe ne réussit pas

encore à émerger de ce réseau d'amortisseurs sociaux pour centraliser toutes les énergies dans la révolte contre l'ordre établi. La répression et l'autoritarisme bourgeois se développent donc aussi inévitablement dans tous les domaines, y compris dans le domaine très important de la santé publique.

C'est ainsi que la psychiatrie se voit imposer un plan de sécurisation qui constitue un véritable retour en arrière d'une cinquantaine d'années, après quelques faits tragiques, mais ultra-minoritaires (passage à l'acte de schizophrènes: meurtre de 2 infirmières à Pau et d'un promeneur à Grenoble). Le gouvernement a aussitôt réagi (évidemment, on ne l'a jamais vu réagir après des accidents du travail!) en annonçant le déblocage de 30 millions d'euros pour les Hôpitaux Psychiatriques: s'agissait-il de commencer à combler

(Suite en page 8)

«el programa comunista» N° 48, Enero de 2009 EN ESTE NÚMERO

- El Partido de clase del proletariado frente a la actual crisis económica del capitalismo mundial
- Estado de «guerra permanente» y lucha de clase revolucionaria
- El Centralismo Orgánico
- China: particularidad de su evolución histórica
- Siguiendo el hilo del tiempo: Homicidio de los muertos
- Pese a sus crisis: ¡El capitalismo no se derrumbará sino bajo los golpes de la lucha proletaria!
- Israel masacra a los palestinos por cuenta propia y por cuenta de las potencias imperialistas mundiales

(Revue théorique en espagnol) • Un exemplaire: £ 2 / € 3 / Sfr 8 / Amérique latine: US \$ 0,5 / USA+Cdn: US \$ 3 . **Prix de soutien**, un exemplaire: £ 4 / € 6 / Sfr 16 / Amérique latine: US \$ 1 / US+Cdn: US \$ 6.

COURRIER DES LECTEURS

possède rien que sa force de travail) à accepter des boulots pénibles, dangereux ou difficiles. Pour devenir ingénieur ou médecin, il faut des études longues et coûteuses que ne peuvent payer à leurs enfants les familles de prolétaires.

La véritable question devrait donc être: si dans la société communiste il n'y a plus cette contrainte économique, personne ne voudra plus être ouvrier?

Et effectivement, personne n'acceptera plus de se crever au boulot dans des conditions de travail détestables comme aujourd'hui. Non seulement il n'y aura plus d'ouvriers et d'ingénieurs (des individus qui toute leur vie feront ce type d'activité) de même qu'il n'y aura plus de **classes sociales**, mais inévitablement, la société communiste devra complètement modifier les conditions de travail en faisant en sorte que les travaux pénibles encore indispensables soient accomplis dans les meilleures conditions et ne soient pas non plus réservés à une catégorie particulière de travailleurs (réduction drastique de leur durée et de leur pénibilité en attendant de pouvoir les supprimer, attention extrême à supprimer toutes les causes d'accident ou de pollution, etc.). L'effort de la société se basera donc, non comme aujourd'hui sur la recherche du profit pour une minorité qui possède tout (les capitalistes), mais sur la recherche du bien-être de tous, y compris des futures générations.

Les efforts de la société ne seront pas orientés vers l'exploitation toujours plus intense du travail, mais vers l'allègement de celui-ci par une augmentation différente de

sa productivité. Un socialiste allemand du dix-neuvième siècle (Bebel) avait déjà calculé que les progrès de la productivité permettraient en théorie de réduire le temps de travail nécessaire à une poignée d'heures par jour dans une société communiste (avec aussi la mise au travail de tous les inactifs et la suppression des activités inutiles ou socialement nuisibles, à commencer par celles liées à l'armement ou à... la publicité! Aujourd'hui on a calculé qu'une durée de travail de 3 heures par jour serait largement suffisante; le temps gagné permettant aux individus de s'occuper de la gestion de l'organisation sociale, de s'instruire, d'apprendre ou de se perfectionner dans une activité, ou se distraire, etc.

Tu cites la phrase de Marx [disant qu'il n'y aura plus d'artistes]; la figure sociale de l'artiste, un individu spécialisé qui vit (plus ou moins bien) en produisant des **marchandises** culturelles à destination de la classe des bourgeois disparaîtra évidemment (il n'y aura plus de marchand de bourgeois!), comme tant d'autres **spécialistes** qui ne peuvent exister que dans la société actuelle, de la prostituée au juge. Il est évident que telle ou telle activité demande un long apprentissage; mais de façon générale l'évolution technique, dès aujourd'hui et beaucoup plus demain tend à faire en sorte que les connaissances et les capacités deviennent sociales plutôt que de rester individuelles, que le travail complexe se décompose en travail simple. L'artisan du Moyen-Âge mettait des dizaines d'années à maîtriser son art, tandis que l'ouvrier actuel peut apprendre à participer à la construction de voitures en quelques jours, voire quelques heures.

Le membre de la société communiste de demain ne sera pas un spécialiste confiné

toute sa vie dans un domaine particulier, ce qui est source de mutilation de sa personnalité, mais quelqu'un qui pourra réaliser toutes ses potentialités en se livrant au cours de sa vie à plusieurs activités (comme le disait un de ses correspondants cités par Marx, qui lui expliquait qu'aux Etats-Unis il avait successivement exercé de nombreux métiers: «*c'est ainsi qu'on se sent un peu plus homme et un peu moins mollusque*»), selon ses capacités propres. L'enseignement lui-même des jeunes surtout (mais aussi des moins jeunes, car il n'y aura pas de coupure nette entre l'enseignement et l'activité productive sociale) sera un puissant élément de transformation à cet égard.

Sur la question du logement, un des points décisifs sera la disparition de la séparation entre la ville et la campagne qui fera disparaître ces concentrations malsaines d'individus dans des cages à lapin (alors que les capitalistes possèdent de luxueuses propriétés, non seulement en ville mais aussi dans les endroits les plus agréables du globe). Un deuxième point sera la socialisation du «*mesquin travail domestique*» comme disait Lénine, dont le poids retombe encore aujourd'hui sur les femmes, c'est-à-dire sa disparition: indépendamment de toute autre considération, il s'agit là d'un énorme gâchis d'énergie et de travail à l'échelle de la société, même si le capitalisme a déjà montré qu'il est possible de le supprimer. Un troisième point fondamental sera la disparition de la propriété privée du logement qui divise la société entre locataires et loueurs.

Enfin il existe un point que tu n'as pas abordé, mais qui sera aussi fondamental non seulement dans la question du logement, mais dans toute l'organisation sociale: la disparition de la famille telle qu'elle existe

aujourd'hui et qui est un foyer des pires tares de cette société. Les relations entre homme et femme, entre parents et enfants pourront connaître un développement pleinement harmonieux, une fois disparu le boulet de la propriété privée et de ses corollaires juridiques (mariage, droits paternels, etc.); le cercle familial ne sera plus comme aujourd'hui une sorte d'entreprise en lutte larvée contre toutes les autres, défendant jalousement ses droits et ses possessions et imposant à ses enfants ses préjugés.

Tu comprends que cette société communiste n'arrivera pas du jour au lendemain; il y aura inévitablement toute une période de transition pendant laquelle la société se transformera progressivement, pendant laquelle les défauts hérités du capitalisme seront peu à peu éliminés, les dégâts causés par lui réparés et toute l'organisation sociale complètement révolutionnée à l'échelle mondiale (disparition des inégalités entre les régions du monde, etc.). Mais tout de suite après la victoire révolutionnaire dans un pays, les premiers pas seront faits dans la direction de la société communiste, l'importance et la rapidité de ces pas dépendants de l'extension de la révolution à d'autres pays et régions.

Nous n'avons fait ici que définir à très grands traits les caractéristiques de la société communiste future, pas seulement parce qu'il nous fallait être bref, mais aussi parce qu'on ne peut dresser à l'avance des plans précis d'organisation sociale, comme le faisaient autrefois les utopistes en laissant courir leur imagination; ce dont nous pouvons être sûrs par contre c'est des principes généraux sur lesquels s'établira l'organisation sociale communiste future qui sont les principes anticapitalistes dans tous les domaines.

(...)

La psychiatrie dans la tenaille des impératifs capitalistes

(Suite de la page 7)

le déficit chronique de personnel qui touche ces établissements? Il aurait fallu être bien naïf pour le croire; cette somme servira à acheter du matériel, et quel matériel!

A titre d'exemple, à Mayenne la Direction a acheté une clôture grillagée renforcée de 3 m de haut qui encercle la cour des deux services psychiatriques d'admission (1). Face à la réprobation de la CFDT et de la CGT (FO et l'UNSA sont restés muets: qui ne dit mot consent), les responsables de l'Hôpital ont rétorqué que ce grillage était destiné aux patients nécessitant une surveillance accrue, qu'il permettait de protéger certains patients contre eux-même et que... il agrandissait les espaces fumeurs!!!

A Mayenne comme ailleurs, nous assistons en fait à la transformation de services de soin en unités «thérapeutiques» à caractère carcéral. Un réformiste bien-pensant prétendra que ces mesures ne sont pas surprenantes parce qu'elles émanent d'un gouvernement de droite. Mais alors comment expliquer le silence assourdissant de la gauche? A Mayenne le président du Conseil d'Administration de l'Hôpital est le maire divers gauche de la ville, son directeur adjoint est conseiller général PS: aucun signe de divergence de la part de ces loyaux gestionnaires du capitalisme...

Ce retour en arrière est d'autant plus choquant que la psychiatrie a connu depuis la fin des années soixante une amélioration significative; des crédits importants ont permis la construction de nouveaux hôpitaux, l'embauche et la formation de personnels soignants; tandis que les progrès de la pharmacopée chimique ont permis d'éliminer le recours à la force (camisole) tandis que la psychothérapie, l'ergothérapie, le sport, etc., se développaient. Le malade mental succédait à l'aliéné enfermé, il n'était plus soigné uniquement dans un lit, mais pouvait être «réinséré» dans la société.

Il ne faudrait pas s'y tromper: avec ces progrès, la psychiatrie n'échappait pas du tout aux lois et aux buts du capital. Il ne s'agissait plus d'enfermer à vie le malade pour éviter les perturbations, mais de le remettre en

état pour qu'il puisse reprendre un travail, redevenir exploitable et profitable, ce qui est bien sûr l'objectif du capitalisme!

Cependant cette remise en état a un coup, que la société bourgeoise pouvait payer, au moins en partie, dans les périodes d'expansion économique, mais qui lui semble de plus en plus intolérable dans les périodes de ralentissement de la croissance et de crises économiques. En outre dans ces périodes l'intensification de l'exploitation exercée par la bourgeoisie sur les prolétaires, les conditions infernales de vie et de travail (ou de non-travail!) qui suscitent le recours aux drogues de tout type (à commencer par l'alcool), l'augmentation générale de la pression sociale, provoquent inévitablement une augmentation des troubles nerveux et mentaux (comme des troubles physiques).

Depuis les années 90 les restrictions budgétaires sont devenues de plus en plus pesantes dans le secteur de la psychiatrie avec comme conséquence de privilégier la fonction sécuritaire au détriment des soins: suppression exponentielle des lits, non remplacement des départs à la retraite, déqualification des personnels (postes d'infirmiers convertis en postes d'aide-soignants, suppression du diplôme d'infirmier spécialisé en psychiatrie) ce qui permet de diminuer les salaires, postes de psychiatre vacants, etc. Les patients atteints de pathologies lourdes et chroniques sont dirigés dans le secteur social (Maisons d'Accueil Spécialisées, Maisons de retraites, etc.) au coût moindre et avec participation financière des familles ou des collectivités locales. La contention physique a fait sa réapparition pour les malades agités. Il n'est pas rare d'entendre des patients dire qu'ils préféreraient la prison...

Le gouvernement prépare une nouvelle loi qui accentuera la tendance sécuritaire en cours depuis des années avec un pouvoir accru des préfets et des directeurs d'établissement pour décider d'un internement d'office (garde à vue psychiatrique de 72 heures) et des «soins sans consentement».

Face à cette évolution, les organisations syndicales, en bons collaborationnistes, ont

renoncé à s'opposer réellement à la politique gouvernementale d'austérité. Tout en déniant certaines mesures, ils privilégient la bonne gestion du service public de la psychiatrie. Le communiqué syndical du 15/4/10 (2) se contente de dire qu'il «n'adhère pas au projet» et il appelle... les travailleurs du secteur à défendre leurs intérêts propres (augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail, etc.) qui rejoignent aussi les intérêts des malades, très majoritairement membres des classes exploitées? Pas du tout: à la «prise en compte véritable des spécificités de la psychiatrie (...) pour que la psychiatrie publique puisse remplir efficacement sa mission!» Avec de tels larbins, la bourgeoisie n'a rien à craindre pour la réalisation de ses projets...

L'opposition aux politiques gouvernementales, aux attaques contre les travailleurs, dans ce secteur comme dans les autres, doit éviter l'écueil du corporatisme qui se déguise souvent derrière un prétendu «intérêt des malades» ou du réformisme, comme par exemple celui du collectif «Non à la politique de la peur» qui veut défendre une «psychiatrie démocratique». Elle ne peut se fonder que sur la défense des intérêts immédiats de classe des travailleurs contre les intérêts bourgeois. Quant aux intérêts de classe plus généraux des prolétaires, quel que soit leur place actuelle dans le bain capitaliste (y compris s'ils sont malades), ils ne passent pas par une quelconque démocratisation de la société actuelle ou de certains de ses secteurs, mais par son bouleversement révolutionnaire complet. La disparition du capitalisme est la seule thérapie efficace à appliquer à la société bourgeoise dont elle fera disparaître toutes les tares et la plupart des maladies!

(1) «A Mayenne, on met les fous en cage», «Siné Hebdo», 7/4/10.

(2) Communiqué signé par CGT Santé Action Sociale, CFTC Santé et Sociaux, CFE-CGC Santé Action Sociale, SUD Santé Sociaux.

Le collaborationnisme syndical et politique à la retraite!

Après la «journée de mobilisation pour l'emploi, les salaires et les retraites» du 27 mai qui, sans buts ni perspectives précises, ne pouvait avoir d'autre fonction que de servir de soupe de sécurité au mécontentement croissant, l'intersyndicale (CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires) a décidé d'une nouvelle journée «d'action» pour le 24 juin. Elle ne portera que sur le maintien du droit à la retraite à 60 ans. Comment pourrait-il en être autrement puisque la CFDT a accepté le 10 juin lors de son Congrès l'allongement de la durée de cotisation? Cette position est cohérente avec l'accord de ce syndicat avec le plan Fillon de 2003 qui instituait un premier allongement de la durée de cotisation nécessaire pour prendre sa retraite à taux plein. Un bonze syndical a déclaré: «la CFDT ne serait plus tout à fait la CFDT si elle se contentait de s'en tenir au refus». Et les autres compères de l'intersyndicale ne seraient plus tout à fait de sinistres tartuffes anti-ouvriers s'ils ne s'alignaient pas, dans les faits, sur la CFDT...

Le refus de l'augmentation des cotisations a donc disparu des revendications de l'Intersyndicale qui après le «grand succès» du 27 mai a ainsi «capitulé» devant le gouvernement sur le point décisif: les travailleurs payeront davantage! Cette première capitulation était inévitable et elle prépare les suivantes; en effet l'intersyndicale n'a qu'un souci: empêcher toute lutte véritable. Comme perspective face à l'attaque gouvernementale sur les retraites qui se conclura par le vote d'une loi, elle ne prévoit que ceci: «L'intersyndicale se retrouvera régulièrement tout au long du processus qui court jusqu'à l'automne. Elle précisera ses analyses, continuera à faire

connaître ses propositions et affinera ses mots d'ordre. Elle continuera à convaincre les salarié(e)s que leur intervention est indispensable». Chut! Entre bonzes, on ne parla pas de lutte, c'est un gros mot...

Les syndicats avaient un temps mis en avant la question de la «pénibilité du travail», et des négociations s'étaient même engagées à ce sujet. Pas besoin d'être très futé pour comprendre qu'il ne s'agissait que d'une diversion et d'un moyen de diviser les prolétaires: le maintien de l'âge de la retraite pour certaines professions où les travailleurs sont complètement usés et inutilisables par les patrons avant 60 ans, servait à faire passer la pilule de l'allongement de la durée de travail et de cotisations pour l'ensemble de la classe. Le gouvernement était même prêt à publier les listes des entreprises où le stress enduré par les travailleurs est trop important et où rien n'est fait pour discuter du sujet (il n'était prévu en effet que des négociations dont on imagine aisément le résultat: nul); mais les patrons n'ont pas voulu et le gouvernement a remballé son projet...

Authentique alliance anti-ouvrière, l'intersyndicale admet et veut faire admettre par les travailleurs, qu'une «réforme» - en réalité: une contre-réforme - des retraites est inévitable et elle propose vaguement des modes de financement différents: taxation des revenus financiers, etc. Les partis de gauche et d'extrême gauche, parfois en critiquant les «limites» que se fixe l'intersyndicale, s'alignent à leur tour sur celle-ci et se félicitent même, comme le NPA, que le PS se joigne à cette triste pantalonnade...

En fait les pensions de retraite ne sont pas autre chose qu'une partie du salaire payé aux travailleurs par les patrons, une partie du salaire dit «différé» ou «socialisé» qui comprend aussi les indemnités chômage et autres. Pour maintenir ou restaurer ses profits, le capitalisme doit réduire les salaires, et la réduction de ce salaire différé est la façon la plus facile de le faire, celle qui comporte le moins de risque car elle ne touche immédiatement et directement qu'une fraction du prolétariat.

La question des retraites est donc essentiellement une question de classe. Il n'y a pas à chercher, en commun avec les «partenaires sociaux», un moyen de financer les retraites; mais il faut préparer, mener et organiser la lutte contre les adversaires de classe pour les contraindre à augmenter les salaires, directs et indirects: il n'y a pas d'autre voie que la lutte ouverte, indépendamment des considérations sur la santé de l'économie et des équilibres fiscaux. Seule une lutte générale, unissant toutes les catégories, tous les âges, les retraités comme les actifs, dans la défense des seuls intérêts prolétariens, pourrait faire reculer la bourgeoisie - et ouvrir la voie à la lutte offensive contre le capitalisme.

Mais le premier pas vers cette lutte chaque jour plus nécessaire pour l'augmentation des salaires, des indemnités de chômage et des pensions, pour la diminution du temps de travail et de l'âge de la retraite, est la rupture avec les appareils syndicaux et les partis politiques fauteurs de la collaboration entre les classes et en conséquence de la paralysie du prolétariat.

Le collaborationnisme syndical et politique à la retraite!
Reprise de la lutte de classe!
Reconstitution du parti et du syndicat de classe!

« Il Comunista »

n° 116 - Aprile 2010

Nell'intervallo

• Elezioni regionali. L'ennesimo inganno di una democrazia ormai decrepita va combattuto imboccando la strada della lotta a difesa esclusiva degli interessi di classe dei proletari, nell'immediato e nel futuro

• Proletari immigrati: Fratelli di classe! Contro ogni criminalizzazione, ghettizzazione, discriminazione dei proletari immigrati! La patria dei proletari è il mondo! La difesa di tutti i proletari è nella lotta di classe!

• Afghanistan: Italia imperialista e bifronte

• Viva il 1 Maggio proletario e comunista! («il proletario» n. 7)

• La rivolta dei lavoratori a Rosarno

• Delle crisi cicliche del capitalismo, del loro inevitabile e storico sbocco nella guerra

guerreggiata e della sola e decisiva soluzione storica rappresentata dalla rivoluzione proletaria - continua dal n. 114 - (RG)

• Il SLL di Napoli in un vicolo cieco

• La morte dell'art. 18 - All'opera sabotatrice dei sindacati tricolore va contrapposta la ripresa della lotta di classe perché i diritti dei lavoratori si difendono solo con la forza

• Note: - «Costi umani inevitabili» - Enel di Civitavecchia morire è normale... -

• L'8 marzo deve ridiventare una giornata di lotta proletaria e comunista: La giornata internazionale della donna proletaria!

• Deraglia il treno dei pendolari Merano-Malles: 9 morti e 28 feriti. La fatalità non c'entra nulla!

• Errata corrige al n.115 - grafici

Journal bimestriel en italien. Le numéro: 1,5 € / 5 FS, £ 1,5 - Abonnement: 8 € / 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 € / 50 FS, £ 12

SOUSCRIPTION PERMANENTE

2e liste 2010

Alain: 38,50 / Carmaux: 8,00 / Elena: 60,00 / Laurent: 7,50 / Manif: 1,70 / Marseille: 16,50 / Paris: 1100,00 / Peter, pour la réimpression de Trotsky: 20,00 / Raymond: 24,00 / Thionville: 26,00 / Santander: 20,00 / Tunisie, pour la presse internationale: 50,00 / Victor: 20,00

Total liste: 1392,20

Total général: 1820,05

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE:

Pour la France: Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

Pour l'Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**